REPUBLIQUE FRANCAISE **DEPARTEMENT DES BOUCHES-DU-RHONE**

013-241300375-20221027-DEL172 2022-DE

Reçu le 28/10/2022

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

COMMUNAUTE DE COMMUNES VALLEE DES BAUX ALPILLES

SEANCE DU 27 OCTOBRE 2022

Deliberation N°172/2022

Nombre de Membres				Date de la convocation	Date d'affichage
En exercice : 40		Presents : 27	Votants : 36	21 OCTOBRE 2022	21 OCTOBRE 2022
OBJET :	Présentation et approbation du rapport d'activités 2021 du syndicat mixte Sud Rhône Environnement (SRE)				
RESUME :	Par renvoi aux dispositions applicables aux EPCI, les syndicats mixtes fermés doivent établir un rapport annuel d'activités dans les conditions définies par l'article L. 5211-39 du Code général des collectivités territoriales. Ledit rapport doit faire l'objet d'une présentation au Conseil communautaire.				

L'an deux mille vingt-deux,

le vingt-sept octobre,

à dix-huit heures, le Conseil communautaire de la Communauté de communes Vallée des Baux-Alpilles, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans la salle polyvalente de la commune du Paradou, sous la présidence de M. Hervé CHERUBINI.

PRESENTS: MMES ET MM. BISCIONE Marion; BLANC Patrice; BLANCARD Béatrice; CALLET Marie-Pierre; CARRE Jean-Christophe; CASTELLS Céline; CHERUBINI Hervé; CHRETIEN Muriel; COLOMBET Gabriel; ESCOFFIER Lionel; FAVERJON Yves; FRICKER Jean-Pierre; GALLE Michel; GARNIER Gérard; LICARI Pascale; MANGION Jean; MARIN Bernard; MISTRAL Magali; MOUCADEL Stéphanie; OULET Vincent; PLAUD Isabelle; PONIATOWSKI Anne; SCIFO-ANTON Sylvette; THOMAS Romain; UFFREN Marie-Christine; VILLERMY Jean-Louis (suppléant de M. GESLIN Laurent); WIBAUX Bernard

ABSENTS: MMES ET MM. GARCIN-GOURILLON Christine; MARECHAL Edgard; MILAN Henri; MAURON Jean-Jacques

PROCURATIONS:

- De M. ALI OGLOU Grégory à MME. CHRETIEN Muriel;
- De M. ARNOUX Jacques à MME. SCIFO-ANTON Sylvette;
- De MME. BODY-BOUQUET Florine à M. FAVERJON Yves ;
- De MME. DORISE Juliette à M. COLOMBET Gabriel;
- De MME. JODAR Françoise à M. CHERUBINI Hervé;
- De MME. PELISSIER Aline à M. WIBAUX Bernard;
- De MME. ROGGIERO Alice à M. BLANC Patrice;
- De MME. SALVATORI Céline à M. THOMAS Romain;
- De M. SANTIN Jean-Denis à MME. LICARI Pascale;

SECRETAIRE DE SEANCE: MME. CALLET Marie-Pierre

AR Prefecture

013-241300375-20221027-DEL172_2022-DE Reçu le 28/10/2022

REPUBLIQUE FRANCAISE DEPARTEMENT DES BOUCHES-DU-RHONE

Le conseil communautaire,

Rapporteur: Hervé CHERUBINI

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L. 5711-1 et L. 5211-39 ; **Vu** le rapport d'activités 2021 du syndicat mixte Sud Rhône Environnement ;

Monsieur le Président indique aux membres de l'assemblée que par renvoi aux dispositions applicables aux EPCI, les syndicats mixtes fermés doivent établir un rapport annuel d'activités dans les conditions définies par l'article L. 5211-39 du Code général des collectivités territoriales. Suite à la réception du rapport d'activités 2021 du syndicat mixte Sud Rhône Environnement (SRE), il convient de présenter ce dernier en Conseil communautaire.

Monsieur le Président présente à l'assemblée, les différents points du rapport d'activités 2021 du syndicat mixte Sud Rhône Environnement (SRE).

Il est demandé au Conseil communautaire de prendre acte de cette présentation et de se prononcer sur ce rapport d'activités.

Le Conseil communautaire, après avoir ouï l'exposé de Monsieur le Président et en avoir délibéré :

Délibère

Article 1: Prend acte de la présentation du rapport d'activités 2021 du syndicat mixte Sud Rhône Environnement (SRE);

Article 2 : Précise que la délibération sera transmise au syndicat mixte Sud Rhône Environnement (SRE) pour suite à donner.

Par: POUR: 36 VOIX – UNANIMITE DES SUFFRAGES EXPRIMES

Ainsi fait et délibéré les jours, mois et an susdits.

Le Président, Hervé CHERUBINI

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction administrative compétente peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyen accessible à partir du site www.telerecours.fr.